

Nouvelles interrogations

Le populisme en question

Le peuple ennemi de la démocratie?

L'exposé

Annie Collovald¹

Les élections présidentielles de 2002 en ont témoigné : le "populisme" occupe désormais une place prédominante dans les commentaires politiques pour désigner des phénomènes qui, à l'instar du Front National (FN), étaient jusqu'alors pensés comme relevant de l'extrême droite. Le terme paraît certes pouvoir décrire un phénomène politique qui bouscule le clivage droite-gauche, en empruntant à l'une et à l'autre de leurs traditions politiques, tout en leur donnant une expression qui leur est étrangère : "solution autoritaire" via le pouvoir d'un leader et l'appel au "peuple", le tout s'accomplissant par-delà toutes les médiations établies et contre les représentants politiques en place. S'il est rappelé parfois que la mobilisation s'effectue sur des propositions nationalistes, xénophobes sinon racistes, "inattendues" depuis longtemps sous cette forme ("préférence nationale", "la France aux Français"), cette dimension tend à disparaître derrière la singularité des liens unissant le leader à ses adeptes. C'est cette caractéristique, réputée découler du "charisme" du chef, qui retient toutes les attentions et sert à rendre compte de l'engouement naïf ou subjugué des groupes populaires pour des thèses contraires aux idéaux démocratiques, les amenant à commettre l'impensable et l'irréparable : voter en faveur du FN et jouer contre la démocratie. On voudrait montrer ici combien cette conception des raisons du succès frontiste repose sur des illusions très mal fondées et avance des explications qui n'ont pour elles que l'apparence de la plausibilité scientifique. Non seulement elles

appauvrissent considérablement la compréhension de ce qu'est concrètement le FN, mais elles imposent une vision normative de la démocratie, empêchant d'entrevoir les sources empiriques de sa vulnérabilité ailleurs que dans le peuple lui-même : par exemple, dans les élites sociales et politiques ou dans la spécificité des pratiques du FN.

La mobilisation en faveur du FN : un effet de propagande ?

Ce serait donc le charisme de Jean-Marie Le Pen qui "alimenterait" la séduction de ses thèses auprès de groupes populaires. Tout comme une cohérence est postulée entre les idées qu'affichent les dirigeants frontistes et les pratiques politiques qu'ils adoptent², l'émergence et la durabilité politique d'un tel mouvement sont recherchées dans la cohérence des idées et des valeurs entre le "chef" et ses troupes populaires, plutôt comprises comme un effet de propagande ou de communication. D'une part, cela revient à accréditer ce que le FN, à travers son leader, prétend être et représenter : "exprimer les mécontentements populaires". Sa prétention à porter les préoccupations populaires se voit ainsi ratifiée par d'autres que lui, à un moment où tout son problème est justement de faire oublier son passé extrémiste, de refuser l'étiquette d'extrême droite et de se faire admettre dans le jeu politique, que ce soit sous la figure de la crainte et de la menace étant de peu d'importance.

1. Professeur en science politique, Université Paris X-Nanterre. Conférence donnée le 4 mars 2003.

2. Ce qui est déjà plus que problématique puisque, dès lors, les réalisations accomplies deviennent la conséquence logique d'un "programme" préexistant ou le résultat naturel des "intentions" préalables.

D'autre part, comme le remarquait un historien du nazisme, cette explication est "plausible seulement en apparence". Des travaux classiques de sociologie politique (ceux de Paul Lazarsfeld, par exemple) ont déjà réfuté une telle manière de comprendre les préférences politiques, en montrant que si endoctrinement il y avait, il ne convainquait que les plus convaincus³ ; mais des travaux d'historiens sur le nazisme (le régime où ce type d'analyse semble le plus aller de soi) en ont souligné toutes les limites. Des crimes effroyables pouvaient être déterminés non par adhésion à l'idéologie nazie, mais par conformisme au groupe et accomplis par des "hommes ordinaires" et non par des idéologues nazifiés⁴. Des ralliements à Hitler pouvaient être motivés, certes, par des croyances, mais des croyances placées non pas dans la magie de son verbe et de ses thèses, mais dans des calculs politiques fondés sur son image d'"homme sans qualité" qui, à ce titre, laissait envisager qu'il pouvait être tenu et manipulé⁵.

De tels travaux prennent à contre-pied les explications ordinaires du "populisme" sur le "charisme" et sur les conditions d'acceptabilité de thèses extrémistes. Tout d'abord, les raisons du succès du FN ne se trouvent pas dans le FN, mais dans la configuration politique dans laquelle il est inscrit. Contre cette forme de dépolitisation de l'analyse, qui consiste à isoler le FN du reste du jeu politique pour ne se focaliser que sur les seules relations entre le chef et ses troupes, c'est l'ensemble de la concurrence entre les élites politiques qu'il convient d'examiner, pour repérer les transformations opérées entre hier et aujourd'hui dans ce qu'il est acceptable ou non de dire et de faire en politique.

" les retraductions multiples des thèmes comme la sécurité et l'immigration n'ont pas manqué de contribuer à la légitimation des thèses lepénistes "

Sous cet angle, les réappropriations et retraductions multiples des thèmes comme la sécurité et l'immigration, qu'ont accomplies depuis une quinzaine d'années les partis de droite et de gauche, n'ont pas manqué de contribuer à la légitimation plus ou moins involontaire des thèses lepénistes en les posant en seuls problèmes centraux auxquels est affronté désormais l'ordre démocratique. Ensuite, ces travaux montrent qu'il n'y a pas de disposition sociale à l'autoritarisme ou de détermination sociale à une orientation idéologique. C'est pourtant ce que mettent en avant les analyses électorales qui trouvent les causes du succès du FN dans le ralliement de groupes populaires aux thèses de J.-M. Le Pen.

Les défauts autoritaires du populaire

La récurrence des rappels, depuis 1995, que le FN est le premier parti ouvrier témoigne de cette inclination à expliquer la vigueur électorale du FN par sa nature ou son essence sociale. Plusieurs remarques s'imposent ici. Il

est certes tout à fait plausible (et même certain) que donnent leur voix au FN des membres des classes populaires (même élargies aux employés et aux chômeurs dont il faut cependant indiquer, pour ces derniers, que leur catégorie de regroupement est purement administrative et qu'elle ne renseigne en rien sur leur appartenance sociale). Mais invoquer sans cesse le "populaire" conduit à le mettre là où il n'est pas forcément.

Insister, comme les électoralistes s'y emploient, sur le fait que 30 % des membres des groupes populaires sont électeurs du FN, taux-record supposé atteint lors des présidentielles de 1995, revient à prendre une minorité pour le tout de l'électorat frontiste (puisque, à suivre leurs chiffres, 70 % n'appartiennent pas aux classes populaires) et à homogénéiser un électorat qui, comme tout électorat, est composite socialement. Il convient d'ailleurs de rappeler que ce chiffre résulte de sondages sortie des urnes et non d'une réalité effective démontrée à partir de l'examen des bureaux de vote : sur cette base, le chiffre a été revu considérablement à la baisse (21 %).

" si le taux de pénétration du FN dans la catégorie "ouvriers" est de 30 %, alors 70 % d'entre eux ont été sensibles à d'autres partis "

En outre, ce "peuple mis en oriflamme" est la part restante des diverses tactiques de dissimulation à l'œuvre parmi les professions indépendantes et les catégories intermédiaires ou supérieures, dès que leur est demandé d'indiquer leurs préférences partisanes ; a fortiori pour un FN unanimement présenté comme socialement et politiquement indigne (rappelons que 30 % des personnes sollicitées refusent aujourd'hui de répondre à des sondages). Enfin, dernier oubli plus que malencontreux : si l'on veut bien admettre que le taux de pénétration du FN dans la catégorie sociale "ouvriers" est de 30 %, alors cela signifie que 70 % d'entre eux ont été sensibles à d'autres partis que le FN et que, parmi l'ensemble des membres des classes populaires en mesure de voter, ces chiffres "importants" n'en concernent qu'une maigre partie, la plupart ayant préféré l'abstention. C'est ainsi l'abstention qui est "le premier parti ouvrier" et non le FN : c'est la relégation politique ou l'indifférence à l'égard de la politique qui structurent le rapport des défavorisés à la politique et non l'acquiescement à une protestation autoritaire.

Reste que l'insistance des électoralistes "force" ainsi le FN à entrer dans les catégories populaires et, l'y ayant fait entrer, confère une reconnaissance populaire à des idées, voire des idéaux, qu'ils ont eux-mêmes posés comme exemplaires de la marque frontiste (ordre, sécurité, ethnocentrisme) ; ils transforment alors en "demandes populaires" les thèses autoritaires promues par J.-M. Le Pen, avec une certitude d'autant plus grande que ces thèses, retravaillées en "lutte contre l'immigration ou l'insécurité",

3. P. Lazarsfeld, B. Berelson, H. Gauder, *The People's Choice*, Columbia University Press, 1944.

4. Ch. Browning, *Des hommes ordinaires. Le 101^e bataillon de réserve de la police allemande et la solution finale en Pologne*, Paris, Les Belles Lettres, 2002.

5. I. Kershaw, Hitler. *Essai sur le charisme en politique*, Paris, Gallimard, 1991.

sont placées en haut des agendas intellectuels et politiques, qu'elles font débat entre commentateurs et hommes politiques et qu'eux-mêmes participent à leur élaboration, sans s'apercevoir qu'ils sont influencés par la présence même du FN dans le jeu politique.

De telles analyses, non seulement dotent d'un signe négatif le populaire en politique, mais le rendent totalement flou et indistinct. Non plus groupement d'individus soudés par des caractéristiques sociales précises et une culture politique spécifique, non plus figure porteuse grâce à ses porte-paroles historiquement constitués de propositions ou revendications, mais figure anonyme et vague toujours en instance de révolte : "les gens d'en bas", les "désespérés", les "peu ou mal éduqués". Le "populaire" est d'autant plus incertain qu'il est appréhendé à partir du miroir déformant de ses nouveaux représentants supposés (et de ses représentants les plus indignes politiquement et moralement).

" de telles analyses, non seulement dotent d'un signe négatif le populaire en politique, mais le rendent totalement flou et indistinct "

Il devient dès lors possible, et sans contradiction apparente, de porter des jugements contradictoires à usages alternatifs. Le "populaire" tend à être pensé à la fois comme compétent politiquement et mû par sa désespérance sociale, instinctuel et rationnel, émotif et porteur de demandes, très informé, voire stratège et incompatible avec la démocratie au nom de sa mauvaise assimilation culturelle des comportements attendus de citoyens responsables.

Une telle vision du populaire, qui alterne "misérabilisme" et "populisme", offre la possibilité, non seulement de fluctuer en fonction du changement de conjoncture interprétative, mais aussi de donner des gages" d'objectivité "par la modulation même des jugements, en exaltant ou en dénigrant, en dénonçant ou en déplorant (et parfois en même temps), sans avoir forcément le sentiment de se contredire. Cette interprétation à bascule fait perdre du même coup aux différents groupes populaires toute existence morale. En les homogénéisant, et en présentant leur communauté reconstruite traversée de tensions contradictoires, le commentaire fait perdre de vue que des verrous moraux puissent être prégnants dans cette partie de la population. Progressivement inculqués par l'histoire même du groupe ouvrier et par le travail politique de fidélisation qu'ont accompli ses porte-parole anciens, grâce auxquels s'est conquise, contre les autres groupes sociaux, une autonomie par la délégation, ces verrous moraux portent le plus souvent à se réfugier dans l'abstention ou au désengagement multisectoriel (politique, syndical, retrait sur la vie privée) pour préserver une dignité menacée, plutôt qu'à changer officiellement de représentants ou à revendiquer activement. Avec eux, disparaissent à la fois une éthique étrangère, sinon contraire, à celle proclamée par les catégories sociales "imposantes", et tout un pan de l'histoire sociale et poli-

tique des décennies précédentes, au profit d'un "présent" ou d'une "actualité" politique défaite de son passé.

Le retour de thèses explicatives contestables

Un argument explicatif est dès lors avancé pour rendre compte de cet engouement populaire pour le FN : le déclassement ou la frustration sociale.

Les mêmes causes étant supposées produire les mêmes effets, quelles que soient les époques, le FN, à l'instar de ses devanciers, boulangiste et poujadiste, ne recevrait, en effet, le soutien que de mécontents, souvent des victimes directes des progrès évoqués. L'argument du déclassement et de la frustration, qui tient d'autant mieux qu'il a été très largement convoqué pour expliquer les succès du nazisme (les chômeurs ou les perdants de la modernisation auraient été les premiers à soutenir Hitler dans sa montée au pouvoir) et qu'il est devenu une sorte de lieu commun sur les candidats à l'extrémisme politique, outre qu'il invite ici encore à se désintéresser des différentes élites sociales et politiques pour ne retenir que les sans-grade, ouvre sur une explication naturaliste des comportements politiques. Ainsi que l'a montré le sociologue A. Hirschman, le mécontentement ne peut entraîner une mobilisation puisque, loin de la précéder, il en est une des conséquences. De plus, le schème du déclassement, tel qu'il est employé ici, est la traduction, au plan de l'analyse, des jugements en illégitimité tenus sur ce qu'est censé représenter le "populisme" (un mouvement honteux, rétrograde, archaïque, menaçant pour la modernité) et ce que sont les groupes populaires (peu réflexifs, peu éduqués, etc.). Si c'était bien la frustration sociale qui était au principe de la mobilisation en faveur du FN, alors on devrait s'étonner devant l'extrême faiblesse du score frontiste et non devant son ampleur. En effet, la société française compte aujourd'hui entre 6 à 8 millions d'ouvriers et de chômeurs, auxquels s'ajoutent les 3 millions de personnes qui sont au seuil de la pauvreté tout en occupant un emploi. Entre 11 et 12 millions de personnes connaissent une vie sociale fragile et un mal-être économique. On ne recense pourtant que 5 millions d'électeurs FN (dont seulement un tiers relève de ces catégories "mal intégrées" ou "frustrées").

L'explication par la frustration a tout, dès lors, d'une projection incontrôlée de l'imaginaire d'une élite sociale sur les groupes les plus dominés, projection qui rassure moralement. Il est plus confortable, en effet, de penser que ce sont les plus " pauvres " en toutes sortes de ressources (économiques, sociales, culturelles) qui se retrouvent dans un parti grossier et indigne comme le FN, plutôt que les membres de classes supérieures diplômées et "modernes". Deux omissions sous-tendent ce point de vue erroné. D'une part, le rôle des autres catégories sociales qui votent pour le FN (petits commerçants et petits patrons, cadres supérieurs du privé), et qui, elles, n'obéissent pas à la logique supposée de la désespéran-

ce sociale ; d'autre part, le travail de fidélisation politique accompli par le FN et ses centaines d'élus, au fur et à mesure de leur implantation locale et de leur présence politiquement forte dans certaines régions de France (Nord-Est et Sud-Est).

" cette vision tronquée autorise le retour de théories explicatives qui acquièrent un crédit scientifique inespéré "

Cette vision tronquée autorise cependant le retour de théories explicatives, depuis longtemps contestées dans d'autres secteurs savants, et qui acquièrent, dans la conjoncture interprétative marquée par le "populisme", un crédit scientifique inespéré : "l'autoritarisme des classes populaires" empruntant son vernis scientifique à la "personnalité autoritaire" d'Adorno et aux réflexions de S. Lipset. Cette théorie se conjugue avec celle de "l'ingouvernabilité" des démocraties, lorsqu'elles sont soumises à une "surcharge" de demandes populaires, que tiennent les institutionnalistes s'intéressant au "populisme". Dans les années 1970, cette problématique de l'ingouvernabilité circulait parmi les politistes américains et dans le huis-clos des cabinets ministériels pour préconiser de limiter les "excès de démocratie" (excès de libertés d'opinion, excès d'occasions de manifester ou de revendiquer, etc.). S'affichant désormais publiquement, elle devient une justification (vite utilisée par les responsables de partis politiques de gauche et de droite), soit de l'impuissance des hommes politiques à mobiliser des soutiens élargis (l'abstention, longtemps signe d'une carence démocratique, a pu être ainsi la marque d'une démocratie paisible et pacifiée comme les commentaires l'ont avancé lors des élections européennes de 1999), soit des nécessités de ne pas tenir compte des "émotions populaires" (le terme a été employé par L. Jospin lors du règlement de la mobilisation des SDF en 1997). Le FN en ressort alors transformé : non plus le "révolutionnaire violent" ou le "fasciste déloyal" des origines, mais un parti en appelant "au peuple", voulant véritablement lui redonner une place de choix, en quelque sorte un parti "trop démocratique" ou "antidémocratique" pour cause de surenchère démocratique.

Une vision normative de la démocratie

Au bout du compte on le voit, ni comme injure, ni comme catégorie d'analyse, le "populisme" n'est pertinent. Le mot valorise plus qu'il ne stigmatise, il aveugle plus qu'il n'éclaire ce qu'est concrètement le FN et ce en quoi la démocratie est vulnérable. Et d'abord parce que les usages qui en sont faits imposent une vision normative du jeu démocratique.

Si l'on examine ses pratiques politiques plutôt que ses discours, ressurgit un FN désaccordé avec l'image qui lui est prêtée. Contrairement aux conclusions vite admises, qui le montrent "populaire" à la base, "notabilisé" dans sa représentation au prétexte qu'il a accepté de se plier aux règles du jeu électoral à l'inverse du temps de son passé groupusculaire, il continue à travailler une radicali-

té venue de son passé et des différents groupements politiques qu'il continue à rassembler : liaisons avec des groupes extrémistes radicaux en France ou à l'étranger, avec des personnalités au passé et au présent idéologiques plus que "sulfureux", entretien d'un militantisme ultra violent, que ce soit par le vocabulaire utilisé pour décrire les "ennemis", par les armes employées contre eux et par ses modes d'action.

"les cadres du FN sont des professionnels expérimentés, à la fois dans l'hostilité à la démocratie et dans les règles du jeu démocratique"

Ne retenir que l'un ou l'autre de ces deux aspects du FN serait cependant une erreur : il est les deux à la fois. Ce double visage, qui est aussi un double jeu, constitue son identité politique concrète et révèle une particularité inaperçue : les cadres du FN sont des professionnels expérimentés, à la fois dans l'hostilité à la démocratie et dans les règles du jeu démocratique. C'est cette dualité qui leur offre un répertoire d'actions et de justifications bien plus ouvert que ce qu'il semble de prime abord, et surtout bien plus corrosif sur les croyances démocratiques voulant que le passage par le suffrage universel acclimite à la démocratie ceux qui en usent.

Si l'on fait un détour socio-historique, on s'aperçoit que le "populisme" ou "l'appel au peuple" n'est pas l'apanage des formules autoritaires : elle est une stratégie politique de nouvel entrant dans un jeu politique démocratisé, marqué par la quête des suffrages et du plus grand nombre. Le "populisme" en ressort beaucoup moins pathologique ou exceptionnel que ce qui en est dit : il devient une pratique politique ordinaire, parmi d'autres, pour des acteurs sans position affermie, dans une compétition politique professionnalisée dans la lutte électorale et dans l'obtention de la reconnaissance du droit d'y participer.

Comment alors le "peuple" a-t-il pu être pensé comme contraire à la démocratie ? Comment alors le "recours au peuple" a-t-il pu être à ce point aujourd'hui ressenti et compris comme une anomalie politique pour qu'il soit présenté sous la figure de l'extraordinaire et de la menace pour la démocratie ? Ce n'est plus vers le "populaire" que l'analyse doit se porter, mais vers tous ceux qui l'invoquent en évoquant le "populisme". L'on peut se demander si la fortune actuelle du "populisme" chez les interprètes de la politique n'indique pas une élévation symbolique du seuil d'accès à la parole politique autorisée, allant dans le sens d'une délégitimation de tous ceux pour qui le peuple est une cause à défendre, au profit de la légitimation de ceux pour qui le peuple est un problème à résoudre. Si l'on est bien loin de l'autoritarisme populaire, peut-être, malgré tout, n'est-on pas très éloigné d'une prétention politiquement autoritaire, dont la particularité est de s'avancer sous l'auréole de l'expertise et de la science empiriquement fondée.

Annie COLLOVALD